

CHAMBRE DES COMMUNES

Le vendredi 2 juin 1961

La séance est ouverte à onze heures.

LA DÉFENSE NATIONALE

INTERPELLATION À PROPOS DE L'EXPORTATION DES AVIONS CF-100

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, comme il semble que je sois le seul député à vouloir profiter de la période réservée aux questions, je vais poser une question «cyclique» au ministre du Commerce. Le ministre peut-il nous dire si un organisme ou une personne a demandé à obtenir un permis en vue d'exporter les appareils CF-100 que la Corporation de disposition des biens de la Couronne a vendus à la *Westbourne Supply Company*?

L'hon. George H. Hees (ministre du Commerce): Monsieur l'Orateur, on ne m'a prévenu la question que lorsque je me rendais à la Chambre. On n'a pas, que je sache, présenté de demande en ce sens, mais j'ai demandé à mes fonctionnaires d'aller aux renseignements et je les transmettrai à la Chambre dès qu'on me les fera tenir.

(Plus tard)

Je répondrai au député de Kootenay-Ouest qui m'a posé précédemment une question à propos des permis d'exportation pour avions, que nous n'avons reçu aucune requête dans ce sens.

CONDITIONS DE VOL DES CF-100 EXCÉDENTAIRES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre associé de la Défense nationale. Les journaux prétendent que M. Louis Richard, président de la Corporation de disposition des biens de la Couronne, fait vérifier la prétention de M. James McMaster, selon laquelle les 11 CF-100 qui lui ont été récemment vendus par la Corporation sont en état de voler. Le ministre pourrait-il nous informer plus tard du résultat de cette enquête?

L'hon. Pierre Sévigny (ministre associé de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, je crois que cette question devrait s'adresser au ministre de la Production de défense (M. O'Hurley). Cependant, comme il n'est pas ici, je vais considérer cette question comme

un préavis et fournirai ce renseignement à l'honorable député plus tard.

RUMEUR DE FERMETURE DE STATIONS DE RADAR DES ÉTATS-UNIS EN TERRITOIRE CANADIEN

A l'appel de l'ordre du jour.

M. C. R. Granger (Grand-Falls-White-Bay-Labrador): J'aimerais poser une question au ministre associé de la Défense nationale. Le ministre a-t-il quelque chose à nous dire concernant la fermeture, qu'on vient d'annoncer, de trois stations de radar américaines du réseau Pinetree et de six stations intermédiaires le long de la côte nord-est du Canada et à Terre-Neuve?

L'hon. Pierre Sévigny (ministre associé de la Défense nationale): Je répondrai à la question au début de la semaine prochaine, monsieur l'Orateur. J'aurai alors des renseignements précis à communiquer à l'honorable député.

L'hon. J. W. Pickersgill (Bonavista-Twillingate): Puis-je poser une question supplémentaire au ministre? Peut-il nous dire si l'on pense accroître l'activité de la station de radar de Sydney?

L'hon. M. Sévigny: Je ne saurais donner de meilleure réponse que celle que je viens de faire au député de Grand-Falls-White-Bay-Labrador. Je lui répondrai en détail la semaine prochaine.

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

DEMANDE EN VUE D'APPORTER UNE RECTIFICATION À UNE QUESTION INSCRITE AU «FEUILLETON»

A l'appel de l'ordre du jour.

M. R. J. McCleave (Halifax): Monsieur l'Orateur, si la Chambre me le permet, j'aimerais demander qu'on apporte une rectification à la question n° 241, qui figure à la page 18 des *Affaires courantes et Ordre du jour* d'aujourd'hui. On devrait substituer «bâtiments auxiliaires» à «bâtiments de servitude», expression qu'on relève dans les deux parties de la question.

DEMANDE TENDANT À REVENIR À MIDI À L'ARTICLE DE L'ORDRE DU JOUR RELATIF AUX MOTIONS

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Monsieur l'Orateur, une déclaration simultanée doit être faite à midi, aujourd'hui, à propos des ententes conclues à la réunion du consortium à l'égard de l'Inde. Je demanderai donc, à condition que la Chambre